



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 2054

Texte de la question

## SITUATION SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Roland Muzeau, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Roland Muzeau. Monsieur le Premier ministre, le sarkosysme et la droite parlementaire sortent désavoués des élections régionales. La déroute est telle que, dans le département des Hauts-de-Seine, fief de la majorité présidentielle, la gauche est majoritaire. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Yves Nicolin. Ne fantasmez pas !

M. Roland Muzeau. Dans les urnes, nos concitoyens ont majoritairement sanctionné les choix de classe du Président de la République, inefficaces économiquement, injustes socialement, dangereux pour le vivre ensemble.

Les Français n'en peuvent plus de l'insolente prospérité de quelques privilégiés et de l'austérité toujours plus grande pour les plus modestes.

Un an et demi après le début de la crise financière, les Français la paient au prix fort et au quotidien. La finance est repartie de plus belle. Les salaires sont bloqués et le chômage explose. Les grandes entreprises du CAC 40 vont verser 35 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires sur les 49 milliards d'euros de bénéfices engrangés l'an dernier.

M. Jean-Michel Fourgous. C'est 1 % du chiffre d'affaires !

M. Roland Muzeau. Ils serviront la spéculation au détriment de l'investissement, des salaires et de l'emploi.

En 2009, quelque 8 000 traders se sont partagé 1,8 milliard d'euros de bonus, alors que 10 % de la population active est au chômage et que la saignée de l'emploi continue. Pour le seul secteur marchand, 120 000 emplois devraient encore être détruits cette année.

Pourtant, le Gouvernement n'a toujours rien décidé en matière d'indemnisation des demandeurs d'emploi et du million de chômeurs en fin de droits en 2010. L'État employeur en rajoute : il supprimera 33 000 postes de fonctionnaires cette année encore.

Le surendettement a bondi de 15 % en un an. Plus de cinq millions de retraités doivent se contenter d'une pension comprise entre 800 et 1 000 euros. La situation des femmes est pire encore.

Dans la rue, aujourd'hui, ces mêmes questions sont aux lèvres de centaines de milliers de manifestants.

Entendez leurs aspirations à la justice et à la solidarité nationale ! Réveillez-vous !

Monsieur le Premier ministre, il y a urgence. Allez-vous convoquer une conférence nationale sur les salaires ?

Allez-vous financer une allocation spécifique de crise en faveur des chômeurs en fin de droits ? Allez-vous enfin prendre des engagements concernant le maintien à soixante ans de l'âge légal du départ en retraite et le niveau minimum des pensions ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Laurent Wauquiez, secrétaire d'État chargé de l'emploi. *(Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

M. Maxime Gremetz. Ah non ! C'est au Premier ministre de répondre ! Il y a des manifestants dans la rue !

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État chargé de l'emploi*. Monsieur Muzeau, le Premier ministre a rappelé à l'instant une conviction que nous partageons tous : l'emploi est la préoccupation majeure de tous nos compatriotes et celle de tous leurs représentants dans cette assemblée.

En cette période de crise, nous devons penser à ceux qui ont perdu leur emploi et particulièrement à ceux qui

arrivent au bout de leurs droits à indemnités de chômage. Je pense plus particulièrement à ces familles de classe moyenne et modeste où deux sources de revenu entraînent dans le foyer avant la crise, et où il n'y en a plus qu'une seule actuellement en raison d'une situation de fin de droits.

M. Pierre Gosnat. À qui la faute ?

M. Laurent Wauquiez, *secrétaire d'État*. Avec Christine Lagarde, nous avons donc travaillé d'arrache-pied avec les partenaires sociaux, pendant tout le mois de mars, sur ce sujet. Nous avons tenu plus de seize réunions de travail et deux réunions bilatérales, sans même évoquer le sommet social sur l'emploi qui aura lieu autour du Président de la République au cours des semaines à venir.

Vous avez évoqué le nombre d'un million de chômeurs en fin de droits en 2010. Pour deux de ces personnes sur trois, il y a une réponse par le biais de la solidarité nationale. Aux 360 000 autres, nous devons apporter une réponse afin de les protéger en cette année qui restera difficile.

Nous avons commencé. Le rétablissement de l'allocation équivalent retraite, cette année, apporte une réponse aux demandeurs d'emploi seniors.

Nous avons poursuivi en appliquant un principe qui a été acté avec les partenaires sociaux, le cofinancement : un euro apporté par les partenaires sociaux, un euro par l'État. Nous travaillons ensemble, sans jeu de balle de ping-pong.

Hier, les partenaires sociaux ont demandé que nous puissions solliciter les régions pour la formation des demandeurs d'emploi, puisqu'elles ont des compétences dans ce domaine.

Enfin, le but n'est pas seulement d'apporter une réponse en termes de rémunération. On ne peut pas répondre uniquement sous forme d'assistantat. Il faut aussi aider les gens à retrouver un emploi et à se reconverter, au moyen d'un outil principal : la formation.

Dans les prochains jours, vous pourrez juger du travail accompli avec les partenaires sociaux. Il ne s'agit pas là d'un choix de classe, mais d'une réponse républicaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Roland Muzeau](#)

**Circonscription :** Hauts-de-Seine (1<sup>re</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2054

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Emploi

**Ministère attributaire :** Emploi

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 mars 2010